



- Ce chiffre correspond à un **nouveau recul** (-7 points) par rapport à la dernière mesure réalisée en 2013, qui avait elle-même déjà régressé (-5 points) par rapport au pic atteint en 2011 (59% favorables, soit la proportion la plus élevée recueillie depuis le début de ce baromètre en 1994).
- Si les Français sont de moins en moins nombreux à soutenir cette extension du droit de vote des résidents étrangers aux élections locales, cela n'est **pas dû à un revirement des sympathisants de Gauche** – qui restent largement favorables à cette idée –, mais à un **durcissement des opinions des sympathisants du Centre, de la Droite et du Front National**, de plus en plus opposés à cette réforme.

*Dans le détail :*

### Moins d'un Français sur deux se déclare favorable à l'extension du droit de vote aux élections municipales et européennes aux étrangers non-européens vivant sur le territoire français

**47% des Français indiquent être favorables à ce que le droit de vote aux élections municipales et européennes ne concerne plus seulement les étrangers des pays de l'Union Européenne résidant en France mais soit étendu à l'ensemble des résidents étrangers**, y compris ceux non-membres de l'Union Européenne. 14% y sont très favorables et 33% plutôt favorables. A l'inverse, **44% se montrent opposés à cette proposition**, dont 22% tout à fait opposés.

Ce chiffre correspond à un nouveau recul prononcé par rapport à la dernière mesure réalisée en 2013 (54% favorables), qui avait déjà constitué une baisse par rapport au pic de soutien enregistré en 2011 (59% favorables). Au début de ce baromètre, moins d'un tiers des Français (32%) déclarait être favorable à cette idée. Peu à peu, cette proposition a progressé dans l'opinion jusqu'à devenir majoritaire et atteindre une adhésion de 55% en l'an 2000 et de 57% en 2003. Toutefois, cette adhésion n'a plus été majoritaire à deux reprises, la première fois à la suite des attentats du 11 septembre 2001 (avec une baisse de 15 points à 40%), la seconde fois après les émeutes de 2005, suite auxquelles les Français sont apparus divisés sur cette question (entre 45% et 51% de Français favorables de 2005 à 2009). **La mesure de 2011 avait marqué un pic de la courbe**, près de six personnes sur dix (59%) se déclarant favorables à cette hypothèse, dans un contexte marqué à la fois par une situation économique fragile et la mise à l'agenda de ce projet par la Gauche. Depuis le **début de quinquennat**

